



92

NORD  
et  
SUD



**NI GLOBALE, NI FISCALE : NON À LA FUSION DGI/DGCP !!!  
RÉAGISSONS CONTRE LA CASSE PROGRAMMÉE  
DE NOS SERVICES, DE NOS EMPLOIS, DE NOS DROITS !**

*Nicolas Sarkozy a déclaré devant le MEDEF le 30 août 2007 : « Je vous annonce que la comptabilité publique et la Direction Générale des Impôts seront fusionnées ». Le ton est donné !*

Il s'agit de réduire le rôle et la place de la Fonction Publique d'Etat dans notre pays.

**Pour cela, il a mis en place 2 outils :**

↳ **Un nouveau périmètre ministériel** avec une réduction à 15 ministères qui consacre la disparition de plusieurs directions générales, l'éclatement du ministère des Affaires Sociales, la disparition de l'Équipement et des transferts de services entiers d'un ministère à un autre.

↳ **La « Révision Générale des Politiques Publiques » (RGPP)**. Il s'agit, comme le ministre l'a annoncé lui-même le 10 juillet, « rien de moins qu'une véritable révolution dans la réforme de l'Etat ». Le Président de la République présidera le Conseil de la modernisation des politiques publiques qui s'appuiera sur les travaux d'équipes d'audit, (inspecteurs des finances, cabinets privés d'expertise comme Ernst and Young). Le comité de suivi de ces travaux sera piloté par Claude Guéant, Eric Besson et Michel Pébereau (ancien directeur de BNP Paribas). Ces travaux se feront en lien avec les ministères.

La « RGPP » est un outil de destruction des moyens et des principes républicains qui fondent les missions et les organisations publiques de l'Etat.

**Les 4 premiers chantiers ouverts sont :**

- La fusion des services de renseignements
- La réforme de la carte judiciaire (implantation des tribunaux)
- La réduction de la charge administrative sur les entreprises et sur les collectivités locales
- La fusion de la DGI et de la DGCP

*Pour la fusion DGI/DGCP*, le Ministre a demandé aux 2 DG de lui faire des propositions à partir de 2 hypothèses de travail : fusion des missions fiscales ou fusion globale des administrations.

- la fusion fiscale consiste à transférer l'ensemble des tâches de recouvrement fiscal du Trésor à la DGI. Ainsi serait créée une administration fiscale unique (AFU) et de l'autre, une administration des comptes publics (gestion et contrôle des finances de l'Etat et des Collectivités Locales).
- La fusion globale et organique des deux administrations DGI/CP, ne formant plus qu'une seule entité administrative sous l'égide des TPG.

Le Ministre donnera sa décision début octobre pour une mise en œuvre programmée dès mars 2008.

**Pour des administrations déjà malades des politiques menées,  
faut-il choisir entre la peste et le choléra ?**

**En effet, les conséquences de ces deux projets seraient :**

- La **destruction de dizaines de milliers d'emplois** (bien au-delà des 1 500 emplois par an de la DGI et des 1 000 de la DGCP) dans le cadre de la chasse aux prétendus « doublons » annoncés par François FILLON.
- La **dégradation des conditions de travail** des agents avec encore plus de polyvalence, d'accélération des cadences, de pressions statistiques, de diktat des indicateurs, avec toujours plus d'entassement des agents dans des locaux inadaptés.
- La remise en cause des **statuts particuliers** et des atteintes aux **garanties collectives et individuelles** des agents (rémunérations, carrières, mutations, notations, ...). Tous les rapprochements de services, les fusions et les restructurations se traduisent par un nivellement par le bas.
- De nouveaux **abandons de missions** (Cadastre, fiscalité immobilière,...) et l'accélération du démantèlement du réseau de proximité avec la création de pôles en tous genres toujours plus éloignés des usagers, avec les spécialisations et restructurations des sites. Cette logique conduira à la **fermeture massive de trésoreries et de centres des Impôts**.
- La disparition de la **séparation de l'ordonnateur et du comptable** (principe qui établit que celui qui engage la dépense n'est pas celui qui la réalise). Cette séparation vise pourtant à prévenir la corruption comme l'inégalité de traitement des citoyens. C'est ce principe de démocratie qui fonde l'existence des deux administrations distinctes.

**Ne nous y trompons pas, il s'agit donc bien là de deux projets pour un même but : préparer le démantèlement de l'administration des finances en créant toujours plus de surcharge pour les services, au mépris des conditions de travail des agents et de la qualité du service public !**

**Les hauts responsables de la DGI sont pour la fusion fiscale, ceux de la DGCP pour la fusion globale. La guerre des chefs a commencé...mais quel intérêt pour le service public, les citoyens et les agents des impôts et du trésor de l'issue de cette bataille ?**

**La fusion DGI/CP appelle une réponse commune des agents DGI/CP. Les revendications sont les mêmes que l'on soit à la DGI ou à la DGCP.**

**Contre la fusion DGI/CP, les sections CGT du Trésor et des Impôts du 92 revendiquent :**

- ⇒ **Le maintien de la séparation de l'ordonnateur et du comptable avec séparation de l'assiette et du recouvrement**
- ⇒ **Le maintien des deux administrations séparées DGI et CP**
- ⇒ **Le maintien de tous les sites, de la DGI et de la CP, pour un service public de proximité et un maillage du territoire correspondant aux besoins de la population.**
- ⇒ **Le maintien des statuts particuliers**
- ⇒ **L'amélioration des règles de gestion propres à chaque administration**
- ⇒ **L'arrêt des suppressions d'emplois et le remplacement de tous les départs à la retraite.**

**Nous appelons tous les personnels à venir discuter et débattre avec la CGT lors des HMI dans vos postes, sites et services pour construire la mobilisation et faire barrage à ces projets néfastes pour les agents comme pour le service public !!!**